

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>61</b>	<b>19</b>

N° de la séance : 28

Objet de la délibération : Assainissement -  
La Roque-en-Provence - Transport et  
Traitement des eaux usées sur la station  
d'épuration de Roquesteron - Convention

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.099

Date de la convocation :

**Le 29/06/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du

**09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**09 JUL. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 juillet 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur CESARO,**

La Régie des Eaux – Alpes Azur Mercantour (REAAM), créée le 1<sup>er</sup> janvier 2020, est compétente en matière d'« Assainissement collectif des eaux usées » sur son territoire, en ce compris la commune de Roquestéron.

Les eaux usées issues du système d'assainissement collectif de la Roque en Provence, commune-membre de la C.A.S.A, sont transportées puis traitées par les infrastructures installées sur la commune de Roquestéron et appartenant à la REAAM.

Suite au transfert de la compétence générale « Assainissement des eaux usées » de la Roque en Provence à la C.A.S.A au 1<sup>er</sup> janvier 2020, il convient donc de définir, dans la convention, dont le projet est joint en annexe, les modalités techniques et financières du transport et du traitement des eaux usées issues du système d'assainissement collectif de la Roque en Provence, entre la C.A.S.A et la REAAM.

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation Territoriale de la République, dite « loi NOTRe » ;

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, pris en sa partie législative et en sa partie réglementaire ;

**Vu** le décret n°2001-184 en date du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, dans laquelle le Conseil Communautaire autorise le transfert de la compétence générale « Assainissement des Eaux usées » de l'ensemble des communes-membres au bénéfice de la C.A.S.A ;

**Considérant** que le réseau d'assainissement collectif de la Roque en Provence dessert vingt-neuf (29) abonnés, soit environ soixante-dix (70) à quatre-vingts (80) Equivalent-Habitant (EH) en pointe ;

**Considérant** que les effluents de La Roque en Provence sont déversés dans le réseau d'assainissement de la commune de Roquestéron après le franchissement du pont de l'Estéron ;

**Considérant** que ces effluents sont ensuite acheminés vers un poste de relevage mutualisé installé sur le territoire de la commune de Roquestéron, qui refoule les eaux usées jusqu'à la station d'épuration, via un réseau de transfert ;

**Considérant** que ladite station dispose d'une capacité de traitement réglementaire de deux-mille (2.000) Equivalent-Habitant ; que son taux de charge hydraulique actuel, par temps sec est d'environ six-cents Equivalent-Habitant soit 90 m3 par jour (sur la base de 150 l/EH/jour) ;

**Considérant** que la part des effluents issus de la Roque en Provence représente dix-pour-cent (10%) de la charge hydraulique de la station :

Dans le respect des dispositions réglementaires édictées, il y a donc à présent lieu d'établir une convention entre la C.A.S.A. et la R.E.A.A.M. afin de définir les modalités techniques et financières du transport et du traitement des eaux usées du système d'assainissement collectif de la Roque en Provence (territoire C.A.S.A.) par les infrastructures de la R.E.A.A.M. installées sur la commune de Roquestéron.

Au regard des frais d'exploitation et de maintenance engagés par la R.E.A.A.M. sur le système d'assainissement collectif de Roquestéron pour la prise en charge des eaux usées de la commune de la Roque en Provence, il est convenu de fixer la cotisation annuelle de la C.A.S.A. à hauteur de **81 € TTC / abonné** assujetti à la redevance assainissement sur la commune de la Roque en Provence, **soit une cotisation prévisionnelle estimée annuellement à environ 2 350 € TTC** au regard du fichier de facturation de l'année 2020.

Cette cotisation comprend :

- Les coûts de fonctionnement du poste de relevage et de la station d'épuration (entretien, maintenance, renouvellement courant et partiel des équipements, coût d'électricité de télécom et d'eau potable, autosurveillance réglementaire, évacuation des déchets, contrôles périodiques réglementaires, assurances...);
- Les coûts d'exploitation du réseau de transfert (pompage + gravitaire) entre le poste de relevage et la station d'épuration.

Toutefois, elle ne comprend pas les travaux de modernisation et de reconstruction de ces ouvrages. Pour ces derniers, il est proposé la mise en place d'une clé de répartition financière fonction des charges hydrauliques admises sur les ouvrages :

- 90 % R.E.A.A.M.
- 10 % CASA

Cette clé de répartition pourra être revue au regard des spécificités des opérations à engager et de l'évolution de la répartition des effluents C.A.S.A./R.E.A.A.M. admis sur le système de transport et de traitement de Roquestéron.

Le paiement de la part C.A.S.A. de ces travaux non compris dans la cotisation annuelle interviendra en deux fois :

- Une avance de 50 % à la notification du marché de travaux,
- Le solde de 50 % selon le décompte définitif des dépenses et donc du reste à charge à la suite de la réception définitive.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention relative au transport et au traitement des eaux usées de la commune de la Roque en Provence entre la C.A.S.A. et la R.E.A.A.M., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à son exécution.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention relative au transport et au traitement des eaux usées de la commune de la Roque en Provence entre la C.A.S.A. et la R.E.A.A.M., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 juillet 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Département des Alpes-Maritimes  
REGIE DES EAUX ALPE AZUR MERCANTOUR  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

**TRANSPORT ET TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA C.A.S.A.  
COMMUNE DE LA ROQUE EN PROVENCE  
PAR LA REGIE DES EAUX ALPES AZUR MERCANTOUR  
COMMUNE DE ROQUESTERON**

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES  
DE LA PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. POUR LE TRANSPORT ET LE TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - PERIMETRE CONCERNÉ -----</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 - DEFINITION DE LA PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. AUX COÛTS D'EXPLOITATION-----</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - REVISION DE LA PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. AUX COÛTS D'EXPLOITATION-----</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITE DE PAIEMENT DE LA COTISATION DE LA C.A.S.A. AUX COÛTS D'EXPLOITATION-----</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - MODALITES DE PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. POUR LES TRAVAUX DE MODERNISATION DES OUVRAGES OU DE RECONSTRUCTION -----</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION-----</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION-----</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - REGLEMENT DES DIFFERENDS -----</b>	<b>8</b>

**Entre,**

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, dont le siège social est situé en Mairie d'Antibes – Cours Masséna à Antibes (06600), représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°CC.2021..... du Conseil Communautaire en date du 05 juillet 2021,

Et désignée ci-après « **la C.A.S.A.** »,

**D'une part,**

**Et,**

La **Régie des Eaux Alpes Azur Mercantour**, dont le siège social est situé 147 boulevard du Mercantour – CS23182 06204 Nice cedex 3, représentée par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil d'Administration en date du .....,

Et désignée ci-après « **la R.E.A.A.M.** »,

**D'autre part,**

## **PREALABLEMENT**

La Régie des Eaux – Alpes Azur Mercantour, créée le 1er janvier 2020, est compétente en matière d'Assainissement collectif des eaux usées sur son territoire, en ce compris la commune de Roquesteron. Les eaux usées issues du système d'assainissement collectif de la Roque en Provence, commune-membre de la C.A.S.A, sont transportées puis traitées par les infrastructures installées sur la commune de Roquesteron et appartenant à la REEAM.

Suite au transfert de la compétence générale « Assainissement des eaux usées » de la Roque en Provence à la C.A.S.A au 1<sup>er</sup> janvier 2020, il convient donc de définir, dans la présente convention, les modalités techniques et financières du transport et du traitement des eaux usées issues du système d'assainissement collectif de la Roque en Provence, par les infrastructures de la R.E.A.A.M. installées sur la commune de Roquesteron, entre la C.A.S.A et la R.E.A.A.M.

Historiquement, la commune de la Roque en Provence versait semestriellement une cotisation à la commune de Roquesteron pour le transport et le traitement de ses effluents.

La C.A.S.A. et la R.E.A.A.M. souhaitent poursuivre ce partenariat. Cette convention doit en préciser les modalités.

## **IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIV**

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation Territoriale de la République, dite « loi NOTRe » ;

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, pris en sa partie législative et en sa partie réglementaire ;

**Vu** le décret n°2001-184 en date du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, dans laquelle le Conseil Communautaire autorise le transfert de la compétence générale « Assainissement des Eaux usées » de l'ensemble des communes-membres au bénéfice de la C.A.S.A ;

**Considérant** que le réseau d'assainissement collectif de la Roque en Provence dessert vingt-neuf (29) abonnés, soit environ soixante-dix (70) à quatre-vingts (80) Equivalent-Habitant (EH) en pointe ;

**Considérant** que les effluents de La Roque en Provence sont déversés dans le réseau d'assainissement de la commune de Roquesteron après le franchissement du pont de l'Estéron ;

**Considérant** que ces effluents sont ensuite acheminés vers un poste de relevage mutualisé installé sur le territoire de la commune de Roquesteron, qui refoule les eaux usées jusqu'à la station d'épuration, via un réseau de transfert ;

**Considérant** que ladite station dispose d'une capacité de traitement réglementaire de deux-mille (2.000) Equivalent-Habitant ; que son taux de charge hydraulique actuel, par temps sec est d'environ six-cents Equivalent-Habitant soit 90 m3 par jour (sur la base de 150 l/EH/jour) ;

**Considérant** que la part des effluents issus de la Roque en Provence représente dix-pour-cent (10%) de la charge hydraulique de la station :



## ARTICLE 1 - PERIMETRE CONCERNE

Suite à une analyse des bases abonnés à l'assainissement collectif, le réseau d'assainissement collectif de La Roque en Provence dessert 29 abonnés selon le fichier de facturation de l'année 2020, soit environ 70 à 80 EH en pointe.

Les effluents de La Roque en Provence sont déversés dans le réseau d'assainissement de la commune de Roquesteron juste après le franchissement du pont de l'Esteron. Ces effluents sont ensuite acheminés vers un poste de relevage mutualisé sur la commune de Roquesteron. Ce poste refoule les eaux usées jusqu'à la station d'épuration via un réseau de transfert.



La station de Roquesteron dispose d'une capacité de traitement réglementaire de 2 000 équivalent habitant (eH). Son taux de charge hydraulique actuel par temps sec est d'environ 600 eH soit environ 90m<sup>3</sup>/jour (base 150 l/eh/jour). La part des effluents de la C.A.S.A. représente donc environ 10% de la charge hydraulique de la station.

Il est proposé de retenir le paramètre de la charge hydraulique car c'est celui qui fait l'objet d'une mesure journalière au niveau de la station.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DE LA PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. AUX COÛTS D'EXPLOITATION

Il est proposé que la participation que la C.A.S.A. soit établie forfaitairement par abonné. Ce prix est fixé à **81€ TTC par abonné et par an**.

### Cette participation comprend :

Les coûts de fonctionnement du poste de relevage et de la station d'épuration (entretien, maintenance, renouvellement courant et partiel des équipements, cout d'électricité de télécom et d'eau potable, autosurveillance réglementaire, évacuation des déchets, contrôles périodiques réglementaires, assurances...)

Les coûts d'exploitation du réseau de transfert (pompage + gravitaire) entre le poste de relevage et la station d'épuration.

**Cette participation ne comprend pas :**

L'exploitation du réseau d'assainissement collectif de la Roque en Provence en amont du pont situé sur la commune de Roquestéron. Ce réseau sera exploité par la C.A.S.A.

Les travaux de modernisation et de reconstruction. Pour ces derniers, il est proposé la mise en place d'une clé de répartition révisable qui sera appliqué par projet – cf. article 5.

**ARTICLE 3 - REVISION DE LA PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. AUX COÛTS D'EXPLOITATION**

Le montant de la cotisation par abonné sera révisé annuellement suivant l'indice ICHT-E : indice du coût horaire de travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution.

La formule de détermination du coefficient d'actualisation (Cn) appliqué est la suivante :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

Dans laquelle :

- Cn est le coefficient de révision,
- Io la valeur de l'indice ICHT-E connue à la date de signature de la présente convention,
- In la valeur l'indice ICHT-E au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de facturation.

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième arithmétique.

Au cas où l'indice d'actualisation ne serait plus publié, les deux parties conviennent de se mettre d'accord, par un simple échange de lettre, sur son remplacement par un nouvel indice équivalent et sur son mode de raccordement.

**ARTICLE 4 - MODALITE DE PAIEMENT DE LA COTISATION DE LA C.A.S.A. AUX COUTS D'EXPLOITATION**

Chaque année la R.E.A.A.M. adressera une facture prévisionnelle à la C.A.S.A. avant le 15 avril qui précisera notamment le nombre d'abonnés raccordés, le prix de la cotisation par abonné révisé, la période couverte par la facturation. La C.A.S.A. aura alors 1 mois pour valider ce projet de facture prévisionnelle et la retourner visée par mail à l'adresse suivante : [regie.eau@smiage.fr](mailto:regie.eau@smiage.fr).

La R.E.A.A.M. adressera alors un titre de recettes annuel, à l'encontre de la C.A.S.A. avant le 30 juin de la même année avec l'ensemble des pièces justificatives. Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre.

Le paiement devra intervenir sur le Budget Régie Assainissement de la C.A.S.A.

Siret : 240 600 585 00121

**ARTICLE 5 - MODALITES DE PARTICIPATION DE LA C.A.S.A. POUR LES TRAVAUX DE MODERNISATION DES OUVRAGES OU DE RECONSTRUCTION**

Certains travaux qui répondent aux besoins exprimés ci-dessous ne peuvent être pris en charge dans la cotisation annuelle compte tenu des enjeux financiers importants :

- travaux de reconstruction
- travaux de modernisation suite à une évolution réglementaire
- travaux de mise en conformité pour des raisons de sécurité
- travaux nécessitant le redimensionnement des ouvrages
- travaux de renouvellement complet des ouvrages

Ce cadre ne s'applique que sur :

- le poste de relevage commun
- la canalisation de refoulement et la canalisation gravitaire communes
- la station d'épuration et son point de rejet

Il est proposé de fixer au travers de cette convention une clé de répartition entre la C.A.S.A. et la R.E.A.A.M.

Compte tenu du fait que les effluents du système d'assainissement de la C.A.S.A. représentent environ 10% des effluents traités sur le poste, il est proposé de fixer ce taux de participation de la C.A.S.A. à 10% sur la part d'autofinancement supportée par la R.E.A.A.M. (reste à charge après déduction des subventions).

Les deux parties conviennent néanmoins que ces dispositions générales pourront être revues au regard des spécificités des opérations à engager et de l'évolution de la répartition des effluents C.A.S.A. / R.E.A.A.M. admis sur le système de transport et de traitement de Roquesteron sur la durée de la convention.

#### **Cadre de travail et de validation entre la R.E.A.A.M. et la C.A.S.A. pour les futurs projets :**

Lorsqu'un projet s'avère nécessaire, la R.E.A.A.M. saisit la C.A.S.A. par courrier afin de détailler les travaux projetés avec un chiffrage estimatif intégrant la totalité des postes de dépenses et un plan prévisionnel de financements :

- étude préalable et réglementaires
- maîtrise d'œuvre
- travaux
- contrôle
- dépenses annexes (foncier, publication marché, consuel, analyses...)

Après validation de l'opportunité et des modalités de répartition des charges financières dédiées aux travaux entre la C.A.S.A. et la R.E.A.A.M. entérinée par voie d'avenant à la présente convention, la R.E.A.A.M. s'engage à faire valider l'avancement du projet à la C.A.S.A. aux étapes suivantes :

- phase AVP
- phase PRO
- remise du DCE
- rapport d'analyse des offres
- réunions de chantiers
- opération préalable pour la réception
- réception

Le paiement de la part C.A.S.A. intervient en deux fois :

- une avance de 50% à la notification du marché de travaux,
- un solde de 50% ajusté selon le décompte définitif des dépenses et donc du reste à charge à la suite de la réception définitive.

Pour ces paiements la R.E.A.A.M. émettra un titre de recette à l'encontre de la C.A.S.A. avec les pièces justificatives nécessaires.

#### **ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION**

Cette convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle s'achèvera donc le 31 décembre 2025.

#### **ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties.

#### **ARTICLE 8 - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux sera soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en double exemplaire à Nice, le

**Pour la C.A.S.A.,**

**Pour la REAAM,**

**Le Président,  
Jean LEONETTI**

**Le Président,  
Charles Ange GINESY**



**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/07/2021  
Numéro : CC\_2021\_099  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : La Roque-en-Provence - Transport et Traitement des eaux usées sur la station d'épuration de Roquesteron - Convention  
Matière : 8.8 - Environnement

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 7IhBIg2

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/07/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC\_2021\_099-DE

**Acte reçu**

Date : 05/07/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_099  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : La Roque-en-Provence - Transport et Traitement des eaux usées sur la station d'épuration de Roquesteron - Convention  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_099-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_099-DE-1-1\_2.PDF

N